



Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires  
Zwischenstaatliche Organisation für den internationalen Eisenbahnverkehr  
Intergovernmental Organisation for International Carriage by Rail

---

# **Groupe de travail « Modification de la procédure de révision de la COTIF »**

## **Session (Berne, 3.5.2017)**

## **Compte-rendu**

## **ORDRE DU JOUR**

1. Ouverture de la session et élection du président
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Modification de la procédure de révision de la COTIF
  - Présentation de l'avis juridique par M<sup>me</sup> Brölmann
  - Questions sur l'avis juridique
  - Discussions
4. Divers
5. Procédure ultérieure

## DISCUSSIONS

### 1. Ouverture de la session et élection du président

**Monsieur Davenne**, Secrétaire général (SG), ouvre la session et souhaite la bienvenue à tous les experts des États membres et des associations intéressées présents. Il leur rappelle que selon la pratique bien établie pour les groupes de travail du Secrétaire général, les participants pourront s'exprimer dans les trois langues de travail de l'Organisation. L'interprétation simultanée ne sera cependant assurée qu'en langue anglaise.

Le **groupe de travail élit monsieur Krzysztof Kulesza (PL) à la présidence** de la session. Le Président présente ses remerciements pour son élection.

### 2. Adoption de l'ordre du jour

Doc. LAW-17004-WGREVCOTIF 2 – Ordre du jour provisoire

L'ordre du jour provisoire est adopté par consensus.

### 3. Modification de la procédure de révision de la COTIF

Documents<sup>1</sup> :

LAW-17034-WGREVCOTIF 3-01 - Avis juridique sur la procédure de révision de la COTIF et les possibilités de modification - M<sup>me</sup> Catherine Brölmann

LAW-17020-WGREVCOTIF 3-02 - Faisabilité d'une modification de la procédure de révision de la COTIF - Document du Secrétariat de l'OTIF

LAW-17050-WGREVCOTIF 3-03 - Document de séance - Faisabilité d'une modification de la procédure de révision de la COTIF - Position de l'Allemagne (position provisoire)

LAW-17052-WGREVCOTIF 3-04 - Document de séance - Faisabilité d'une modification de la procédure de révision de la COTIF - Commentaires de la Suède

LAW-17054-WGREVCOTIF 3-05 – Document de séance - Faisabilité d'une modification de la procédure de révision de la COTIF - Position du Royaume-Uni

LAW-17056-WGREVCOTIF 3-06 - Document de séance - Faisabilité d'une modification de la procédure de révision de la COTIF - Avis du CIT sur les documents

LAW-17058-WGREVCOTIF 3-07 – Document de séance (FR seulement) - Faisabilité d'une modification de la procédure de révision de la COTIF - Observations de la France

LAW-17060-WGREVCOTIF 3-08 – Document de séance (DE seulement) - Faisabilité d'une modification de la procédure de révision de la COTIF – Position de la Serbie.

En ce qui concerne les documents de séance, le **SG** rappelle que dans sa lettre circulaire du 3 avril 2017, le Secrétariat de l'OTIF avait prié instamment les États et les organisations internationales intéressées de bien vouloir lui communiquer leurs éventuelles prises de positions ou remarques au sujet des documents envoyés pour le 24 avril 2017 au plus tard. Dans le délai imparti, le Secrétariat a reçu des prises de position ou des remarques de la part de l'Allemagne, du Royaume-Uni, de la Suède et du CIT. Celles-ci sont reprises dans les documents de séance disponibles dans les trois

---

<sup>1</sup> Voir [Documents de travail](#)

langues de travail de l'Organisation. Après l'expiration du délai imparti, le Secrétariat de l'OTIF a par ailleurs reçu des prises de positions de la part de la France et de la Serbie. Celles-ci sont reprises dans les documents de séance mais disponibles uniquement dans leur version originale.

En ce qui concerne le fond, le SG insiste sur le fait que la question de la faisabilité d'une modification de la procédure de révision de la COTIF est une question essentielle pour l'Organisation. Les modifications de la COTIF adoptées en application de l'article 34 de la COTIF prennent en moyenne six ans pour entrer en vigueur, ce qui est sans doute trop long, puisque les modifications adoptées par la Commission de révision entrent en vigueur au bout d'un an. Il y a donc non seulement un risque de désalignement interne mais aussi un risque de désalignement externe.

À l'heure actuelle, seuls 12 % des États membres ont approuvé les modifications adoptées par la dernière Assemblée générale. Le SG a réuni ce groupe de travail pour trouver une solution. Compte tenu de la complexité de la question il a voulu avoir une expertise pour essayer de trouver un compromis entre l'efficacité des procédures de la COTIF et le respect des procédures nationales dans les États membres. C'est la raison pour laquelle le Secrétariat a confié le mandat à une experte en droit international public, M<sup>me</sup> Brölmann, de donner un avis juridique sur la procédure de révision de la COTIF et les possibilités de modification. Le Secrétariat a, par ailleurs, invité M. Guilherme Filho, directeur de la direction des affaires juridiques du Bureau international de l'UPU, à présenter les procédures de révision mises en place dans le cadre de l'UPU.

- **Présentation de M<sup>me</sup> Brölmann**  
(voir annexe 2)

En introduction de sa présentation, M<sup>me</sup> Brölmann précise que son mandat consistait à examiner, sous l'angle juridique, la nécessité et les possibilités d'amender la procédure de révision de la COTIF. Elle présente ensuite le cadre juridique actuel en matière de révision de la Convention et de ses appendices, lequel comporte trois dimensions en interaction : la COTIF, le droit national et le droit de l'UE. M<sup>me</sup> Brölmann est d'avis que la procédure de révision actuelle, laborieuse, présente plusieurs inconvénients juridiques ou d'autre nature.

En conclusion de son rapport, elle indique qu'aux fins de la cohérence interne du régime de la COTIF, de sa prédictibilité et de son adaptabilité aux circonstances extérieures et au marché, il serait fortement recommandé d'aller vers une simplification du régime de révision.

- **Présentation de M. Guilherme Filho**  
(voir annexe 3)

M. Guilherme Filho explique qu'en raison du rôle des opérateurs désignés comme entités désignées par les pays membres de l'UPU pour assurer les services postaux internationaux et remplir les obligations y afférentes découlant des actes de l'Union sur leurs territoires respectifs, l'UPU a par le passé été confrontée à des questions similaires à celle qui doit être discutée par ce groupe, et ce dans un cadre plus complexe que celui de l'OTIF. Sa présentation a pour objectif de décrire brièvement les principaux aspects juridiques et de procédure ayant trait à l'UPU et de mettre en lumière un certain nombre de points particuliers, notamment sur l'adoption et l'entrée en vigueur des actes de l'Union.

M. Guilherme Filho souligne que, pour l'UPU, il est important, du point de vue pratique, que toutes les modifications apportées par un congrès entrent en vigueur simultanément et indépendamment de leur approbation selon la législation nationale. C'est la raison pour laquelle les modifications apportées aux actes de l'UPU par le Congrès sont mis à exécution simultanément à la date arrêtée par le Congrès, en règle générale un an et demi à deux ans après le Congrès. Le Congrès peut néanmoins aussi décider de mettre certaines dispositions à exécution dans des délais plus courts. Dès le jour fixé par le Congrès pour la mise à exécution des actes, les actes correspondant du Congrès précédent sont abrogés.

Cette présentation est suivie d'une discussion à laquelle participent DE, FR, NL, l'UPU, M<sup>me</sup> Brölmann, le SG et le chef du département juridique. Il ressort de cette discussion :

- sur les interactions entre procédures internationales et procédures de droit interne, que l'UPU ne peut pas concrètement citer un exemple dans lequel il y aurait eu un problème avec un pays membre qui serait lié par le droit international public, mais n'aurait pas achevé ses procédures nationales. En revanche, le département des affaires juridiques est parfois saisi de litiges par des opérateurs désignés sur l'interprétation des actes et donc aussi sur l'acte à appliquer. En effet, certains pays sont très en retard sur la ratification des actes adoptés lors des différents Congrès. Si donc il y a un litige avec un opérateur désigné d'un autre pays membre, ce litige doit être résolu en application de la Convention de Vienne sur le droit des traités, à savoir que s'appliquera le dernier acte ratifié ou approuvé par les deux pays membres. Ce problème se pose de plus en plus souvent, car les opérateurs désignés ne sont plus nécessairement des entités étatiques et que les enjeux financiers sont importants (SG, UPU) ;
- sur la nature des règlements de l'UPU, que les règlements, comme ceux de l'OTIF, relèvent du droit international public même s'ils s'adressent aux opérateurs désignés. Leur base est intergouvernementale. Les procédures d'approbation dans les États peuvent être plus ou moins complexes. Les règlements adoptés par le Conseil d'exploitation postale entrent en vigueur automatiquement à une certaine date. Il appartient aux pays membres de voir s'ils doivent les transposer dans leur droit national. Dans le cadre de la réforme de l'UPU, certains pays membres de l'UPU ont soulevé une question très controversée. Selon ces pays, les dispositions techniques ne devraient plus être contraignantes, mais devenir de simples recommandations qui s'adresseraient directement aux opérateurs désignés. Cette question très sensible à l'UPU à l'heure actuelle sera traitée par un Congrès extraordinaire qui se réunira en 2018 (DE, M<sup>me</sup> Brölmann, UPU) ;
- sur la question des réserves, que les réserves sont admises pour les actes autres que la Constitution et le Règlement général. Le système des réserves à l'UPU est toutefois très spécifique et diffère considérablement du système appliqué par d'autres organisations internationales. Les réserves ne peuvent en effet être formulées que lors du Congrès ; elles doivent être approuvées par les pays membres lors des Congrès, par la majorité requise dans chaque cas pour la modification de l'acte auquel se rapporte la réserve. Les réserves sont ensuite insérées dans le protocole final et suivies des signatures des plénipotentiaires (chef du département juridique et UPU) ;
- sur la question des procédures internes, que les États sont liés par le droit international public. Ce dernier ne s'intéresse pas aux procédures internes. Il n'en demeure pas moins que les États doivent implémenter le droit international public dans leur droit national pour éviter une divergence juridique entre le droit international public et leur droit national. C'est à juste titre que certains États soulèvent cette question (FR, NL, M<sup>me</sup> Brölmann, SG).

- **Présentation du Secrétariat de l'OTIF**  
(voir annexe 4)

- **Discussions**

**DE** et **FR** soulèvent une nouvelle fois la question des procédures à effectuer et décrivent brièvement les procédures applicables dans leurs pays respectifs. DE et FR insistent sur le fait qu'il est bien plus important de tenir compte du caractère substantiel ou non d'une modification, plutôt que d'un critère organique. DE explique qu'en droit constitutionnel allemand, les dispositions ou modifications substantielles sont toujours réglées par la loi en faisant appel au Parlement.

Les recommandations et les propositions de texte présentées dans l'avis juridiques sont ensuite examinées une à une.

- **Propositions I et VII**

Ces propositions consistent, d'une part, à faire relever de la compétence de la Commission de révision dans leur totalité les modifications des RU CIV, CIM, CUV, CUI, APTU et ATMF, et d'autre part, à procéder de même pour les nouveaux appendices.

Répondant à une question de **NL**, **M<sup>me</sup> Brölmann** confirme que, selon sa proposition, les nouveaux appendices, qu'il s'agisse de leur adoption ou de leurs modifications, relèveraient de la compétence de la Commission de révision, pour logiquement suivre le même calendrier qu'une modification des appendices existants. Il serait naturellement aussi possible de prévoir que leur adoption relève de la compétence de l'Assemblée générale, et que leur modification tombe ensuite sous la compétence de la Commission de révision.

**DE** fait part de ses réserves. Cette approche est trop réductrice. La COTIF et ses appendices ont été examinés en détail notamment lors de la révision de 1999, et il en résulte l'article 33 de la COTIF, qui distingue entre les modifications que les États membres considèrent comme substantielles et celles qui ne le sont pas.

**AT** souligne n'avoir pas encore été en mesure de prendre position par écrit, en raison de la complexité de la question et de la brièveté du délai accordé. Il est néanmoins judicieux de traiter de cette question, qui est d'actualité. Le but de soumettre toutes les modifications des appendices à la compétence de la Commission de révision est louable. **AT** est d'avis que les CIM et CIV ne sont pas comparables aux règlements de l'UPU, en ce que les CIM et CIV règlent les droits et les obligations des parties aux contrats de transport ferroviaire, y compris les questions de responsabilité, qui sont aussi transposés dans le traditionnel droit national des transports ferroviaires. Ce n'est donc pas sans raison que leur modification est réservée à la compétence de l'Assemblée générale et à l'approbation des États membres. D'un autre côté, la procédure dure trop longtemps. **AT** est d'avis qu'il faut avancer de manière plus différenciée. Toute modification, même s'il ne s'agit que de la modification rédactionnelle d'une virgule, ne devrait pas devoir être soumise à l'Assemblée générale. Il convient donc discuter de toutes les solutions possibles.

**FR** remarque qu'il faudra être vigilant à la cohérence de la COTIF, les modifications proposées actuellement pouvant demander de modifier d'autres dispositions de la COTIF.

Le **SG** partage l'avis de **AT**. Le point essentiel à discuter est de savoir ce qui est tellement substantiel pour avoir une procédure aussi lourde. Avant d'être proposées, les modifications sont discutées pendant deux ou trois ans, leur transposition en droit interne ne devrait donc pas poser de problèmes majeurs.

Le **chef du département juridique** souligne que le dernier cycle de révision a montré que des modifications substantielles ont été adoptées par la Commission de révision, alors que des modifications rédactionnelles ont dû être adoptées par l'Assemblée générale. C'est le droit national qui déterminera le critère applicable, qu'il soit organique ou matériel, et la réponse peut varier d'un État membre à l'autre. Le chef du département juridique demande aux délégations comment la question est réglée dans leur droit national.

La **Commission européenne** dit que cette question est réglée pour l'UE dans l'accord d'adhésion à la COTIF. Pour les matières qui relèvent de la compétence de l'UE, elles doivent être approuvées par l'UE uniquement si elles relèvent de la compétence de l'Assemblée générale.

**DE** clarifie que l'Allemagne n'applique pas systématiquement un critère organique. Selon la Constitution, les modifications substantielles doivent être approuvées par le Parlement. Dans la COTIF 1999, les dispositions ont été classées en dispositions substantielles ou non substantielles selon l'attribution de la compétence à l'Assemblée générale ou à la Commission de révision. Ceci dépend en fait de la nature de ces dispositions : soit les dispositions sont de nature technique ou exécutive et elles relèvent alors de la Commission de révision, soit elles sont des éléments constitutifs du régime de la COTIF et l'Assemblée générale est alors compétente. Cette distinction entre dispositions substantielles et non substantielles se retrouve en droit allemand dans les procédures d'approbation des modifications à la COTIF : les modifications du ressort de la Commission de révision peuvent être transposées par décret gouvernemental sans intervention du Bundestag, mais s'il y a lieu avec approbation du Bundesrat, tandis que les modifications ressortissant à l'Assemblée générale sont nécessairement soumises à une procédure législative parlementaire devant le Bundestag et le Bundesrat.

Selon **GR**, seules les dispositions techniques font l'objet d'un décret ; les autres dispositions nécessitent l'approbation du Parlement. Mais, en pratique, il est souvent difficile de faire la différence.

- **Proposition II**

Cette proposition consiste à donner un rôle additionnel à l'Assemblée générale, qui pourrait être tenue d'approuver toutes les modifications adoptées par la Commission de révision, sans toutefois pouvoir les modifier.

**DE** et **FR** sont réservées à l'égard de cette proposition, l'Assemblée générale étant l'organe suprême de l'Organisation.

- **Proposition V (combinaison des propositions III et IV)**

Cette proposition consiste à prévoir l'entrée en vigueur des modifications sur la base de l'application à titre provisoire couplée à un délai déterminé.

**DE** précise que le droit constitutionnel allemand n'est pas très flexible et qu'une entrée en vigueur ne serait possible que si les dispositions étaient déjà transposées en droit national. Quant au délai fixe, l'expérience montre que les États ont besoin de plus de deux ou de trois ans pour achever leur procédure interne. Ils seront donc forcés à déclarer qu'ils n'approuvent pas les modifications, ce qui est contraire à l'esprit de la COTIF. **DE** n'est donc pas favorable à cette proposition.

**ES** est, en revanche, en faveur de la proposition de prévoir un délai fixe de trois ans, mais ne peut pas accepter une application à titre provisoire.

Une fois de plus, le **SG** attire l'attention des délégations sur le fait que deux à trois ans s'écoulent avant qu'une modification ne soit soumise à l'Assemblée générale. Les États ont donc eu le temps de se faire une idée de la nature de la modification et de sa transposition en droit interne. Ils disposeraient ensuite encore d'un délai de deux ou trois ans pour accomplir les procédures nationales. C'est sous cet angle qu'il convient d'examiner cette proposition.

Le **chef du département** juridique ajoute que cette solution donne plus de sécurité juridique aux États membres, car ils savent alors qu'ils ont à accomplir leurs procédures internes dans un délai connu à l'avance, ce qui n'est pas le cas actuellement. Le **CIT** appuie également cette solution, qui permet de prévoir exactement l'entrée en vigueur des modifications, ce qui est très important pour le secteur.

- **Proposition IV**

Cette proposition consiste à prévoir l'entrée en vigueur des modifications sur la base de l'application à titre provisoire.

Le **Président** constate que les délégations se sont déjà exprimées sur cette proposition, qui ne semble pas être une option acceptable.

- **Proposition VI**

Cette proposition consiste à prévoir un mécanisme non contraignant qui prévoit que les États membres présentent un rapport annuel tant qu'ils n'ont pas achevé leurs procédures nationales.

**DE, FR, AT, RS** sont en faveur de cette proposition, tout en formulant les remarques suivantes :

- il faudra encore décider si ce mécanisme doit être inscrit dans la Convention ou s'il peut être mis en œuvre de manière plus informelle (**DE**) ;
- le libellé de la proposition devra, le cas échéant, être revu pour préciser à partir de quand les États membres doivent présenter un rapport (**FR**) ;
- le rapport annuel devrait être combiné à une autre des solutions proposées, comme la proposition prévoyant une entrée en vigueur des modifications dans un délai fixe, sinon l'impact du rapport annuel sera très limité (**AT**).

La **Commission européenne** précise qu'elle serait plutôt en faveur d'une entrée en vigueur à une date précise, comme c'est d'ailleurs le cas dans la législation de l'UE. Elle pourrait néanmoins aussi soutenir cette proposition si les États sont d'avis que le rapport pouvait avoir un impact positif sur l'entrée en vigueur des modifications.

- **Proposition VII**

Cette proposition consiste à appliquer la procédure simplifiée aux dispositions de la COTIF qui ne créent pas de nouvelles obligations pour les États membres.

Le **SG** explique que des dispositions, comme par exemple celle relative à la périodicité du budget, pourraient certainement faire l'objet d'une procédure simplifiée.

Le **chef du département juridique** résume les discussions comme suit : certaines délégations pourraient soutenir la proposition consistant à prévoir l'entrée en vigueur dans un délai fixe ; cependant la répartition des compétences entre l'Assemblée générale et la Commission de révision telle que prévue actuellement dans la COTIF ne serait pas modifiée. Il invite les délégations qui ne se sont pas encore exprimées à ce sujet de bien vouloir le faire.

Pour la **Commission européenne** cette option semble être un compromis raisonnable. Compte tenu de la durée totale du processus nécessaire pour l'adoption de modifications et ensuite du délai fixé pour leur entrée en vigueur, la Commission européenne est d'avis que les États membres ont de nombreuses occasions pour que leurs points de vue puissent être pris en considération. Les États disposent de protections très importantes, puisqu'ils peuvent aussi déclarer tout à la fin du processus qu'ils n'approuvent pas les modifications.

De l'avis de **AT** cette proposition est pertinente en ce qu'elle répond à l'objectif d'accélérer la procédure de révision. **AT** pense que si cette option était murie et affinée dans le cadre de la COTIF existante, elle serait une piste prometteuse. Le délai pourrait ainsi par exemple être



fixé à trois ans pour rester dans le cadre de la périodicité des réunions de l'Assemblée générale. Elle pourrait également être combinée avec une proposition modifiée de la solution VI (rapport) qui permettrait aux États ne pouvant pas encore approuver les modifications d'en expliquer les raisons, afin que l'Organisation puisse s'efforcer à identifier ces obstacles et à les surmonter.

Le **SG** appuie entièrement cette proposition.

**FR** observe que le problème constitutionnel pourrait parfois seulement être identifié au moment de l'approbation. **FR** craint qu'à terme on en arrive à une COTIF à plusieurs vitesses. **DE** s'associe aux réserves de **FR**.

#### 4. Divers

Néant.

#### 5. Procédure ultérieure

Le **chef du département juridique** rappelle que la Commission de révision se réunira du 27 février au 1<sup>er</sup> mars 2018, et que les documents en vue de cette session devront être envoyés le 27 octobre 2017. La prochaine Assemblée générale se réunira en septembre 2018. Il demande aux délégations si elles pensent qu'une autre session de ce groupe de travail doit être prévue ou non.

**FR** est d'avis qu'il faudra prévoir une étape intermédiaire avant l'envoi des documents pour la Commission de révision, afin d'accorder plus de temps aux États membres pour examiner cette question complexe, qui demande aussi des consultations internes. **FR** ne sait pas si une deuxième session est nécessaire et s'en remet au jugement du **SG**. Il conviendrait toutefois d'accorder un nouveau délai aux États membres pour qu'ils puissent plus rentrer dans le détail de la question.

**NL** et **DE** soutiennent **FR**.

À l'issue d'une discussion, à laquelle participent **FR**, **NL**, le **SG** et le **chef du département juridique**, le groupe de travail convient des dates et de la procédure ultérieure suivante :

- 1<sup>er</sup> juin 2017, envoi par le Secrétariat aux délégations du compte-rendu provisoire ainsi que d'un questionnaire qui devrait simplifier leurs consultations internes ;
- 1<sup>er</sup> septembre 2017, délai pour les prises de position et les remarques des États membres.

Le **chef du département juridique** lance un appel aux délégations de ne pas attendre le 1<sup>er</sup> juin 2017 pour poursuivre leurs consultations internes. Elles disposent déjà des documents les plus importants, à savoir l'avis juridique et le document du Secrétariat.

Le **Président** clôt la session en remerciant tous les participants pour leurs contributions et l'interprète pour son excellent travail. **AT** remercie le Président pour sa conduite avisée des débats.





Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires  
Zwischenstaatliche Organisation für den internationalen Eisenbahnverkehr  
Intergovernmental Organisation for International Carriage by Rail

---

**Groupe de travail «Modification de la  
procédure de révision de la COTIF »**

**Arbeitsgruppe “Änderung  
Revisionsverfahren COTIF”**

**Working group to amend the  
procedure for revising COTIF**

**Bern, 3.5.2017**


**Liste des participants  
Teilnehmerliste  
List of participants**

## I. Gouvernements / Regierungen / Governments

### Allemagne/Deutschland/Germany

Mme/Fr./Ms Christine **Ehard**


Referentin, stellvertretende Referatsleiterin LA 11  
Bundesministerium für Verkehr und digitale  
Infrastruktur (BMVI)  
Referat LA 11, Eisenbahnrecht  
Invalidenstrasse 44  
10115 Berlin  
Deutschland

 +49 (30) 18 300 4111  
Fax +49 (30) 18 300 8074111  
E-mail christine.ehard@bmvi.bund.de

### Autriche/Österreich/Austria

M./Hr./Mr. Wolfgang **Catharin**

Abteilungsleiter IV/SCH1  
Bundesministerium für Verkehr, Innovation und  
Technologie  
Abteilung IV/SCH1 - Logistik und internationale  
Angelegenheiten Eisenbahnen und Rohrleitungen  
Radetzkystraße 2  
1030 Wien  
Österreich

 +43 (1) 711 62 65 21 00  
Fax +43 (1) 711 62 65 21 99  
E-mail wolfgang.catharin@bmvit.gv.at

### Belgique/Belgien/Belgium


S'est excusée.  
Hat sich entschuldigt  
Sent apologies.

### Bosnie-Herzégovine/Bosnien und Herzegowina/Bosnia and Herzegovina

S'est excusée.  
Hat sich entschuldigt  
Sent apologies.

**Espagne/Spainien/Spain**Mme/Fr./Ms **Silvia Cosano**

Embassy of Spain  
 Kalcheggweg 24  
 Case postale 310  
 3000 Bern  
 Switzerland


 +41 31 350 52 52  
 E-mail [silvia.cosano@maec.es](mailto:silvia.cosano@maec.es)

**Finlande/Finnland/Finland**

S'est excusée.  
 Hat sich entschuldigt  
 Sent apologies.


**France/Frankreich/France**M./Hr./Mr. **Mafal Thiam**

Chargé de mission conventions internationales  
 Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la  
 Mer (MEEM)  
 Direction générale des infrastructures, des transports  
 et de la mer  
 Direction des services des transports  
 1, Place Carpeaux  
 92055 Paris-La Défense Cedex  
 France

 +33 (1) 40 81 78 75  
 Fax +33 (1) 40 81 17 22  
 E-mail [mafal.thiam@developpement-durable.gouv.fr](mailto:mafal.thiam@developpement-durable.gouv.fr)


**Grèce/Griechenland/Greece**M./Hr./Mr. **Fotios Liakeas**

Deputy Head of Rail and combined Transport Unit  
 Ministry of Infrastructure and Transport  
 2 Anastasseos street  
 156 69 Papagou  
 Greece

 +30 (210) 650 8609  
 Fax +30 (210) 650 8491  
 E-mail [f.liakeas@yme.gov.gr](mailto:f.liakeas@yme.gov.gr)

**Hongrie/Ungarn/Hungary**M./Hr./Mr. Roland **Simon**

International Officer  
 Ministry of National Development  
 Fö u. 44-50  
 1011 Budapest  
 Hungary


 +36 (1) 795 34 53  
 E-mail roland.simon@nfm.gov.hu

**Jordanie/Jordanien/Jordan**

S'est excusée.  
 Hat sich entschuldigt  
 Sent apologies.

**Luxembourg**M./Hr./Mr. Albert **Zigrand**

Attaché/Juriste  
 Ministère du Développement durable et des  
 Infrastructures  
 Département des transports  
 Direction des Chemins de fer  
 4, place de l'Europe  
 1499 Luxembourg  
 Luxembourg


 +352 (247) 844 74  
 Fax +352 (247) 22 85 68  
 E-mail albert.zigrand@tr.etat.lu

**Norvège/Norwegen/Norway**

S'est excusée.  
 Hat sich entschuldigt  
 Sent apologies.


**Pays-Bas/Netherlands/Netherlands**Mme/Fr./Ms Charlotte **Duijf**

Legal adviser  
 Ministry of Infrastructure and Environment  
 Administrative and Legal Affairs Department  
 Division Transport  
 Plesmanweg 1-6  
 Postbus 20901  
 2500 EX The Hague  
 The Netherlands

 +31 611926051  
 E-mail charlotte.duijf@minienm.nl


**Pologne/Polen/Poland**M./Hr./Mr. Krzysztof **Kulesza**

Minister's Counselor  
 Ministry of Infrastructure and Construction  
 Railway Department  
 4/6, Chalubinskiego St.  
 00 928 Warszawa  
 Poland

 +48 (22) 630 14 18  
 Fax +48 (22) 630 19 30  
 E-mail Krzysztof.Kulesza@mib.gov.pl


**Roumanie/Rumänien/Romania**M./Hr./Mr. Ioan **Spinu**

State Inspector  
 Romanian Railway Authority  
 393 Calea Grivitei, Sector 1  
 Bucharest  
 Romania

 +40 (21) 307 22 24  
 Fax  
 E-mail luigispinu@afer.ro

**Roumanie/Rumänien/Romania**M./Hr./Mr. George **Micu**

Head of Department  
 Romanian Railway Authority  
 393 Calea Grivitei, Sector 1  
 Bucharest  
 Romania


 +40 (21) 307 79 35  
 Fax  
 E-mail micu.george@afer.ro

**Royaume-Uni/Vereinigtes Königreich/  
United Kingdom**

S'est excusé.  
 Hat sich entschuldigt  
 Sent apologies.


**Serbie/Serbien/Serbia**Mme/Fr./Ms **Branka Nedeljković**

Head of the Department for Regulatory Affairs  
 Directorate for Railways  
 Nemanjina 6  
 11000 Belgrade  
 Serbia

 +381 (11) 3618219  
 Fax +381 (11) 361 82 91  
 E-mail [branka.nedeljkovic@raildir.gov.rs](mailto:branka.nedeljkovic@raildir.gov.rs)

**Suisse/Schweiz/Switzerland**M./Hr./Mr. **Christian Messerli**

Jurist  
 Eidgenössisches Departement für Umwelt, Verkehr,  
 Energie und Kommunikation (UVEK)  
 Bundesamt für Verkehr BAV  
 Abteilung Politik  
 Sektion Recht  
 3003 Bern  
 Schweiz

 +41 (0) 584656242  
 Fax +41 (0) 584625595  
 E-mail [christian.messerli@bav.admin.ch](mailto:christian.messerli@bav.admin.ch)

**Republique tchèque/Tschechische  
Republik/Czech Republic**

S'est excusée.  
 Hat sich entschuldigt  
 Sent apologies.

**Turquie/Türkei/Turkey**

S'est excusée.  
 Hat sich entschuldigt  
 Sent apologies.




**II. Organisation régionale d'intégration économique  
Regionale Organisation für wirtschaftliche Integration  
Regional economic integration organisation**

**Commission européenne/Europäische  
Kommission/European Commission**

M./Hr./Mr. Andrew **Ashton**

Policy Officer  
European Commission - DG MOVE  
Unit B2 - Single European Rail Area  
Rue De Mot 28 04/27  
1049 Brussels  
Belgium


 +32 (2) 2981077  
E-mail Andrew.Ashton@ec.europa.eu

**III. Organisations et associations internationales  
Internationale Organisationen und Verbände  
International organisations and associations**

**EIM**

M./Hr./Mr. Tommaso **Spanevello**


Manager of Public Affairs and EU Policy  
EIM aisbl (European Rail Infrastructure Managers)  
Square de Meeus 1  
1000 Brussels  
Belgium

 +32 (2) 234 37 73  
Fax +32 (2) 234 37 79  
E-mail tommaso.spanevello@eimrail.org

**UIRR**


M./Hr./Mr. Akos **Ersek**

Chief Policy Advisor  
UIRR  
Montoyerstraat 31  
1000 Brussels  
Belgium

 +32 (2) 548 7891  
E-mail aerssek@uirr.com


**UPU**M./Hr./Mr. **Ricardo Guilherme Filho**

Directeur des affaires juridiques (DAJ)  
Union Postale Universelle (UPU)  
Bureau international  
Weltpoststrasse 4  
Case postale  
3000 Berne 15  
Suisse

 +41 31 350 31 11  
E-mail [Ricardo.Guilherme@upu.int](mailto:Ricardo.Guilherme@upu.int)

**UPU**Mme/Fr./Ms **Houda Tahiri**


Legal Affairs Expert  
Universal Postal Union, International Bureau  
Legal Affairs Directorate  
Weltpoststrasse 4  
Case postale  
3000 Berne 15  
Switzerland

 +41 31 350 35 80  
Fax +41 31 350 31 10  
E-mail [houda.tahiri@upu.int](mailto:houda.tahiri@upu.int)

**IV.      Secrétariat  
            Sekretariat  
            Secretariat**


M./Hr./Mr.      François **Davenne**

Secrétaire général  
Generalsekretär  
Secretary General

 +41 (31) 359 10 10  
E-mail      francois.davenne@otif.org


M/Hr./Mr.      Aleksandr **Kuzmenko**

Chef du département juridique  
Leiter der Rechtsabteilung  
Head of Legal Department

 +41 (31) 359 10 13  
E-mail      aleksadr.kuzmenko@otif.org


Mme/Fr./Ms      Eva **Hammerschmiedová**

Experte/Expertin/Expert  
Rechtsabteilung

 +41 (31) 359 10 14  
E-mail      eva.hammerschmiedova@otif.org


Mme/Fr./Ms      Iris Petra **Gries**

Experte/Expertin/Expert  
Département juridique

 +41 (31) 359 10 15  
E-mail      iris.gries@otif.org

Mr/Hr./Mr.      Bas **Leermakers**


Chef du département de l'interopérabilité technique  
Leiter der Abteilung für technische Interoperabilität  
Head of Technical Interoperability Department

 +41 (31) 359 10 25  
E-mail      bas.leermakers@otif.org

**V.      Experte de l'OTIF  
Sachverständige der OTIF  
OTIF expert**

Mme/Fr./Ms Catherine **Brölmann**

Expert  
University van Amsterdam  
Associate Professor of international law  
Oudemanhuispoort 4-6  
1012 CN Amsterdam  
Netherlands

 +31 (02) 052 527 05  
E-mail C.M.Brolmann@uva.nl

**VI.     Interprète  
Dolmetscher  
Interpreter**

M./Hr./Mr.     David **Ashman**

# *Possibilities for amendment of the COTIF revision procedure (3 may 2017)*



Dr. Catherine Brölmann



Groupe de travail du Secrétaire général sur la modification de la procédure de révision de la COTIF – Berne, le 3 et le 4 mai 2017

Arbeitsgruppe des Generalsekretärs über die Änderung des Revisionsverfahrens des COTIF – Bern, 3.-4. Mai 2017

Working group set up by the SG to amend the procedure for revising COTIF – Berne, 3 and 4 May 2017

# *Current legal framework for revision of the Convention and Appendices*

- (GA) modifications to general Convention enter into force 12 mnth after approval by 2/3 of the member States
- (GA) modifications to the Appendices enter into force 12 mnth after approval by 1/2 of the member States
- (Rev Ctee) modifications to Convention and Appendices enter into force 12 mnth after notification to the member States

# Domestic mechanisms enabling international-legal approval

- Government's regulatory powers
- Parliamentary approval
- Domestic legislation

# *Complexities and adverse effects of the current COTIF revision procedure I*

## External circumstances:

- Speed of revisions is increasing
- The factor of EU law
- The factor of OSJD
- The Market (requiring ever more speedy responses)



# *Complexities and adverse effects of the current COTIF revision procedure II*

Adverse effects of current COTIF revision procedures:

- Interference with other amendments
- Different procedures coexisting – risk of inconsistencies
- Discrepancies between COTIF law and EU (EEA) law, which may lead to overall non-application of COTIF appendices
- Current mechanisms will not meet the Market's need for adaptability
- Problem is not only length of time but also unpredictability

# *The practice of reconciling regime adaptability and state consent I*

- Modify treaty regime the classic way (e.g. WHO Constitution)
- Explicit approval by states of rule/modification proposed by IO (e.g. currently amendments under OTIF GA remit)
- Implicit approval by states of rule/modification proposed by IO: 'opting-out' or 'tacit acceptance' (e.g. ICAO, IMO, WHO Regulations)
- Modification adopted by IO/treaty body without additional approval member States (e.g. Montreal protocol, and to some extent UPU Regulations)

# *The practice of reconciling regime adaptability and state consent II*

Other means for streamlining enactment of modifications:

- Provisional application (e.g. UPU, OECD)
- Fixed date on which the Acts enter into force (UPU)

Proposals for possible amendments to the  
*COTIF revision procedure*

# Proposals I and VII

## **I. Appendices under the competence of the Revision Committee (preferable solution)**

- Appendices in their entirety fall under the competence of the Revision Committee
- The same approach to rules with ‘private law character’ and those with a ‘technical character’
- Advantages: speed, predictability and systematic clarity

## **VII. New Appendices**

- Follow the same time frame as the amendments to existing appendices

I. Appendices under the competence of the Revision Committee. Modification of Article 33 §4  
VII. New Appendices; Modification of Article 33 §4

§4 Subject to decisions taken by the General Assembly in accordance with § 3, first sentence, the Revision Committee shall take decisions about proposals aiming to modify **or set up**:

- a) Articles 9 and 27 §§ 2 to 5;
- b) the CIV Uniform Rules ~~except Articles 1, 2, 5, 6, 16, 26 to 39, 41 to 53 and 56 to 60~~;
- c) the CIM Uniform Rules ~~except Articles 1, 5, 6 §§ 1 and 2, Articles 8, 12, 13 § 2, Articles 14, 15 §§ 2 and 3, Article 19 §§ 6 and 7 and Articles 23 to 27, 30 to 33, 36 to 41 and 44 to 48~~;
- d) the CUV Uniform Rules ~~except Articles 1, 4, 5 and 7 to 12~~;
- e) the CUI Uniform Rules ~~except Articles 1, 2, 4, 8 to 15, 17 to 19, 21, 23 to 25~~;
- f) the APTU Uniform Rules ~~except Articles 1, 3 and 9 to 11 and the Annexes of these Uniform Rules~~;  
the ATMF Uniform Rules ~~except Articles 1, 3 and 9~~.

**new Appendices containing provisions with technical or private law character.**

When [modification proposals] [**proposal for modification of Appendices or creation of new Appendices**] are submitted to the Revision Committee in accordance with letters a) to [g)] [**h**], one-third of the States represented on the Committee may require these proposals to be submitted to the General Assembly for decision.

# Proposal II

## II. Additional role for the General Assembly

- Add a role for the General Assembly, especially in the procedure for revising the CIV, CIM, CUV and CUI Appendices
- Revision Committee takes a decision on modification, this decision is subject to approval of the General Assembly
- General Assembly has no right to propose modifications
- No ex post approval by the individual Member States
- Advantage: additional check by plenary body and previsible period for Member States to examine the possibilities and preferences as to implementation in their domestic legal systems

## II. Additional role for the General Assembly ; Modification of Article 33 §4 & Article 35 §3

**Art 33 §4** Subject to decisions taken by the General Assembly in accordance with § 3, first sentence, the Revision Committee shall take decisions about proposals aiming to modify:

- a) Articles 9 and 27 §§ 2 to 5;
- b) the CIV Uniform Rules ~~except Articles 1, 2, 5, 6, 16, 26 to 39, 41 to 53 and 56 to 60;~~
- c) the CIM Uniform Rules ~~except Articles 1, 5, 6 §§ 1 and 2, Articles 8, 12, 13 § 2, Articles 14, 15 §§ 2 and 3, Article 19 §§ 6 and 7 and Articles 23 to 27, 30 to 33, 36 to 41 and 44 to 48;~~
- d) the CUV Uniform Rules ~~except Articles 1, 4, 5 and 7 to 12;~~
- e) the CUI Uniform Rules ~~except Articles 1, 2, 4, 8 to 15, 17 to 19, 21, 23 to 25;~~
- f) the APTU Uniform Rules ~~except Articles 1, 3 and 9 to 11 and the Annexes of these Uniform Rules;~~
- g) the ATMF Uniform Rules ~~except Articles 1, 3 and 9.~~

~~When the Revision Committee has taken a decision on modification proposals are submitted to the Revision Committee in accordance with letters a) to g), this decision shall be subject to the approval of the General Assembly; the General Assembly may not [under any circumstances] modify it [/propose modifications]. one-third of the States represented on the Committee may require these proposals to be submitted to the General Assembly for decision.~~



## II. Additional role for the General Assembly ; Modification of Article 33 §4 & Article 35 §3

Art. 35 §3 Modifications of Appendices to the Convention, decided upon by the Revision Committee **and approved by the General Assembly**, shall enter into force for all Member States on the first day of the twelfth month following that during which the Secretary General has given notice of them to the Member States. Modifications decided upon by the RID Expert Committee or by the Committee of Technical Experts shall enter into force for all Member States on the first day of the sixth month following that during which the Secretary General has given notice of them to the Member States.

# V. Provisional application combined with a fixed time period for the entry into force of amendments (= III + IV)

## A fixed time period for the entry into force of the amendments

- Fixed time period (2 or 3 years) prescribed for the entry into force of the amendments
- No explicit ex post approval on the part of Member States is required
- Member States have a right to file a declaration of non-application before entry into force

## Provisional application

- The General Assembly is given the explicit right to decide on provisional application of modifications

- III. A fixed time period for the entry into force of the amendments - modification of Article 34§3
- IV. Provisional application - new Article 34 §8

34 §3 Modifications of the Appendices to the Convention, decided upon by the General Assembly, shall enter into force for all Member States **[twenty-four/thirty-six] months after the modifications have been notified to the Member States by the Secretary General, with the exception of those which, before entry into force, have** ~~twelve months after their approval by half of the Member States which have not~~ made a declaration pursuant to Article 42 § 1, first sentence, with the exception of those which, before the entry into force, have made a declaration in terms that they do not approve such modifications and with the exception of those which have made a declaration pursuant to Article 42 § 1, first sentence.

**34 §8 The General Assembly may decide on the provisional application of modifications to the Convention.**

## IV. Provisional application

- The General Assembly is given the explicit right to decide on provisional application of modifications
- Streamline the effectuation of modifications
- Risk of legal indeterminacy

## Provisional application - New Article 34 §8

**34 §8 The General Assembly may decide on the provisional application of modifications to the Convention.**

# VI. Rapportage

- Compulsory rapportage
- Soft compliance mechanism

## Rapportage - new Article 34 §9

34 §9 Member States shall endeavour to start the national approval procedures referred to in §§ 2 and 3 within 6 months after the notification of modifications to the Member States by the Secretary General. Member States which have not notified approval to the Secretary General shall provide an annual report to the Secretary General on the measures which they have taken with a view to being able to approve modifications adopted by the General Assembly. The Secretary General shall inform the Member States about ongoing national procedures.

# VIII. Amendments to the general Convention

- Simplified procedure with regard to several provisions, such as administrative provisions which would not impact the Member States' existing obligations
- Simplified procedure by Revision Committee or General Assembly



Amendments to the general Convention - Modification of Article 33 §4, letter a) or Article 34 §2 bis

### **Article 33 §4, letter a)**

§4 Subject to decisions taken by the General Assembly in accordance with § 3, first sentence, the Revision Committee shall take decisions about proposals aiming to modify :

a) Articles 9 and 27 §§ 2 to 5; **and [...]**;

[...]

OR

### **Article 34 §2 bis**

§2 bis The General Assembly may decide that modifications to the general Convention which do not impose new obligations on Member States [shall] enter into force for all Member States on the first day of the twelfth month following that during which the Secretary General has given notice of them to the Member States, with the exception of those which, before the entry into force, have made a declaration in terms that they do not approve such modifications.





UPU

UNIVERSAL  
POSTAL  
UNION

# UPU legal framework

Selected legal and procedural issues  
(presentation to OTIF)



UPU

UNIVERSAL  
POSTAL  
UNION

## OBJECTIVES

---

- Briefly present the main legal and procedural aspects pertaining to the UPU as an intergovernmental organization and specialized agency of the United Nations;
- Highlight a number of specific points which may be of interest to OTIF, particularly with regard to the adoption and entry into force of the Acts of the Union.



**UPU**

**UNIVERSAL  
POSTAL  
UNION**

## **STRUCTURE OF THIS PRESENTATION**

---

**Basic overview of  
the UPU**

**Legal and  
procedural  
aspects**

**Concluding  
remarks and  
specific points  
worth  
emphasizing**



**UPU**

**UNIVERSAL  
POSTAL  
UNION**



## UPU overview (1)

---



**Third  
oldest  
intergovernmental  
organization  
(1874)**



**Specialized  
agency of the  
United Nations  
(since 1948)**



**Headquarters in  
Berne, Switzerland**



## UPU overview (2)

---

**192 member countries form one single postal territory through a tridimensional network**

- > Physical (Delivery logistics)
- > Electronic (E-Services)
- > Financial (Payments)





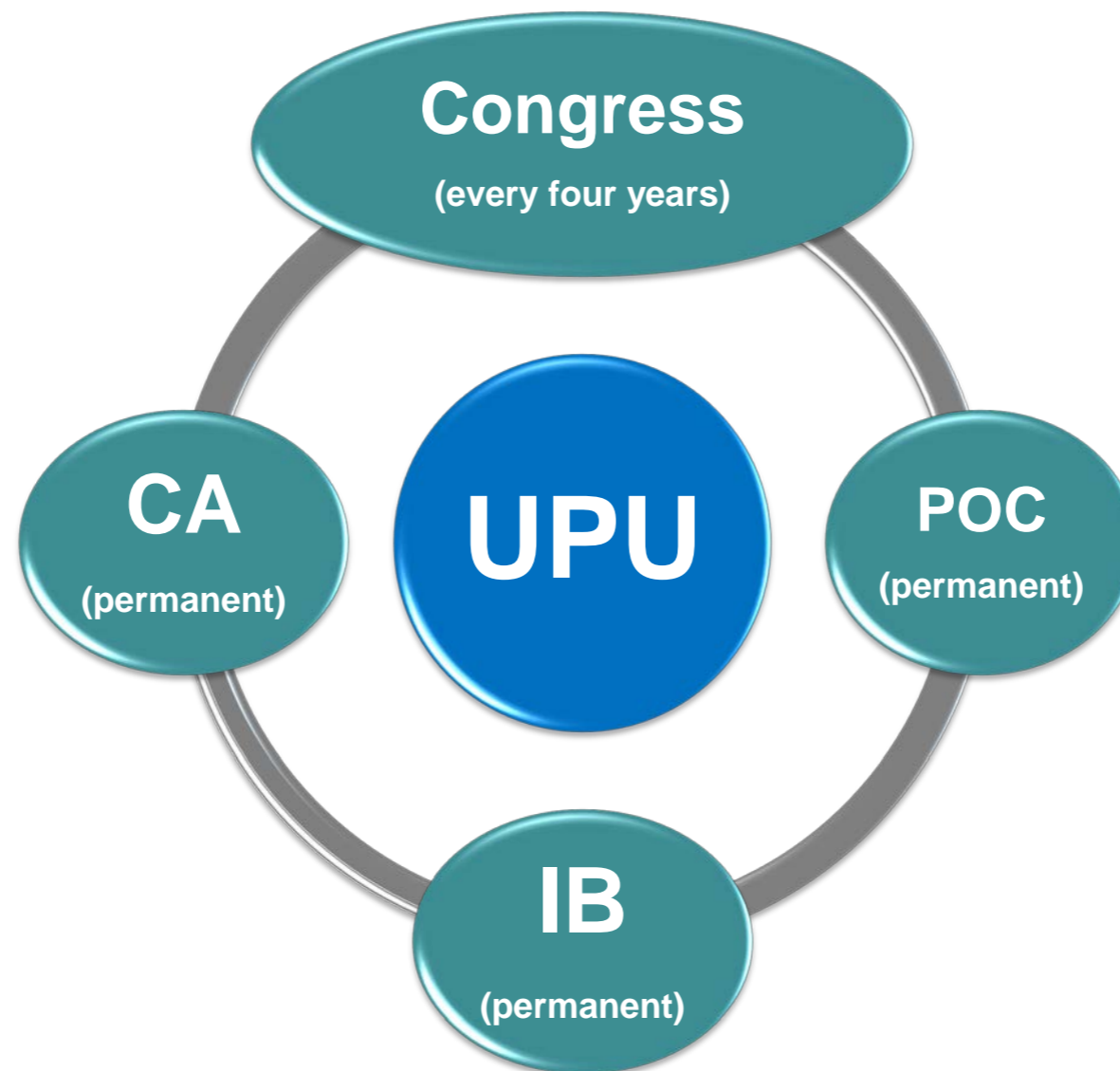
UPU

UNIVERSAL  
POSTAL  
UNION



## UPU overview (3)

---







## UPU overview (4)

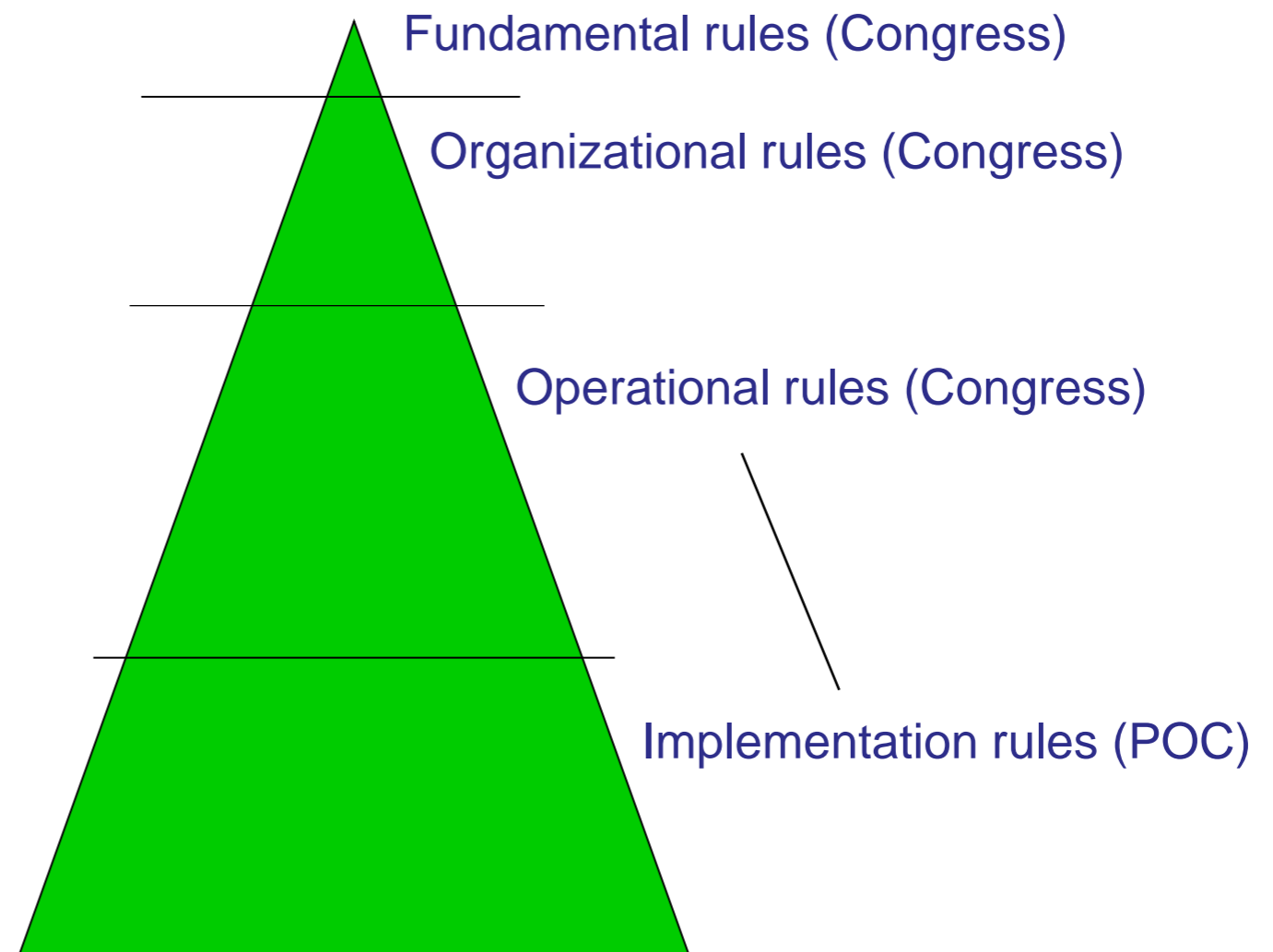
---

**Constitution**

**Gen Regs**

**Convention  
PPSA**

**Regulations**





**UPU**

**UNIVERSAL  
POSTAL  
UNION**



## UPU overview (5)

---



- **Constitution**
- **General Regulations**



- **Convention**
- **PPSA**
- **Regulations**



## UPU overview (6)

---



- CA: 41 members
- Supervisory powers
- Deals with legal, administrative and regulatory questions
- Meets twice a year



- POC: 40 members
- Practical measures
- Deals with operational and technical questions
- Meets twice a year



**UPU**

**UNIVERSAL  
POSTAL  
UNION**

## **STRUCTURE OF THIS PRESENTATION**

---

*Legal overview  
provided*

**Legal and  
procedural  
aspects**

**Concluding  
remarks and  
specific points  
worth  
emphasizing**



UPU

UNIVERSAL  
POSTAL  
UNION



## Voting principles (1)

---

### Opening of the meeting and voting:

- 1/2 of member countries represented in Congress and having the right of vote.
- For PPSA, 1/2 of member countries represented in Congress which are parties to the PPSA and have the right of vote.

### Qualified quorum for votes on amending the Constitution and General Regulations:

- 2/3 of member countries having the right to vote.

**ATTENTION 1: QUORUM is NOT the same as necessary VOTING MAJORITY. Quorum is simply the minimum number of delegations needed to be present for a meeting and/or vote to take place.**



UPU

UNIVERSAL  
POSTAL  
UNION



## Voting principles (2)

Proposal involving amendments to	Required majority
Constitution	2/3 of member countries of the Union having the right to vote (today: 114 countries, considering that 22 countries are under sanctions)
General Regulations	Majority of member countries represented in Congress and having the right to vote (exact number depends on attendance/representation of countries at Congress)
Convention	Majority of member countries present and voting and having the right to vote (simple majority of countries present/represented)
PPSA	Majority of member countries present and voting which are parties to the PPSA and have the right to vote (similar to the Convention but limited to PPSA members)



UPU

UNIVERSAL  
POSTAL  
UNION

## Structure of this presentation

---

*Legal overview  
provided*

*Legal and  
procedural  
aspects  
presented*

**Concluding  
remarks and  
specific points  
worth  
emphasizing**



## Concluding remarks and specific points of possible interest to OTIF (1)

---

### Acts of the Union = Treaties?

- ALL Acts of the Union are to be deemed as treaties adopted within an international organization, thus falling under the purview of article 5 of the VCLT; this is also confirmed in article 22 of the UPU Constitution, regardless of specific modes of approval of the different Acts by member countries;
- ALL Acts of the Union are, indeed, governed by international law (article 2 of the VCLT). Otherwise, member country reservations would not make sense in our Regulations. SOME of them permanent, others approved on a provisional, cycle-limited basis (Convention, PPSA, Regulations).

### Full powers and adoption of the Acts of the Union:

- In the light of the above, articles 7 and 9 of the VCLT would also apply to any Acts of the Union adopted within the UPU (Congress and POC).





## Concluding remarks and specific points of possible interest to OTIF (2)

---

### Provisional application, consent to be bound and approval/ratification:

- Acts enter into force as decided by Congress (as per article 158 of the General Regulations and in line with article 24 § 1 of the VCLT) – expressions of consent are given by member countries as per article 11 of the VCLT;
- Formal approval/ratification of the Acts of the Union by a member country often takes much longer – however, this is not an issue under the point above PLUS article 18 of the VCLT, whereby the expression of consent already determines that a member country shall “refrain from acts which would defeat the object and purpose of a treaty”.

### Issues related to International Bureau commentary:

- International Bureau commentary is currently under review in order to avoid legal inconsistencies – once more, ALL Acts of the Union are of an intergovernmental nature, with ONLY UPU member countries as normative addressees (even if other entities, i.e. designated operators, are “ensuite” charged with implementing many of them as per article 1bis § 1.7 of the UPU Constitution.



**UPU** | UNIVERSAL  
POSTAL  
UNION

# Thank you very much for your attention!

**Contact details:**

**Ricardo Guilherme Filho**

Director - Legal Affairs Directorate

T +41 31 350 35 25

F +41 31 350 31 10

Email: [ricardo.guilherme@upu.int](mailto:ricardo.guilherme@upu.int)



## COTIF revision procedure

Working Group to amend the procedure for revising COTIF, Berne, 3 and 4 May 2017



## Contents

- ✓ Introduction
- ✓ General Legal Framework
- ✓ COTIF 1999 Legal Framework
- ✓ Timeframe for amending COTIF revision procedure

## Intensive regional and national rail regulatory development

- ✓ Repartition of public and private sector roles and responsibilities
- ✓ Transformation of rail market structure:
  - Separation of transport and infrastructure management
  - Emergence of new actors
  - New cooperation models
  - Etc.
- ✓ Ensuring fair intra-modal and intermodal competition

**Rail competitiveness and OTIF relevance depends on  
ability to meet market needs  
in due time**

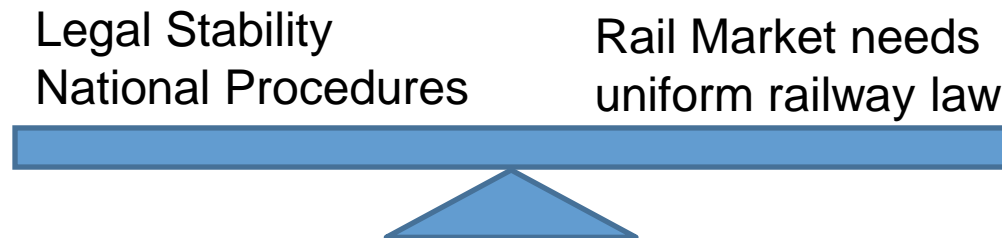
## Finding the right balance

### Legal stability vs legal stagnation

Lengthy delays between the time of adoption of amendments and their entry into force mean that an accelerated amendment procedure must be found

... [t]he constantly changing needs of international society have made it essential to include in most multilateral treaties an effective mechanism for their amendment [A. Aust, Modern Treaty Law and Practice].

For each of the States under consideration it is necessary to balance the need for efficiency, and indeed efficacy, in the international treaty-making process, so that it will produce clear and reliable results within a reasonable period of time, against the need for democratic control and the accountability of those exercising public powers [Council of Europe, Treaty Making – Expression of Consent by States to be bound by a Treaty].



## General Legal Framework

### Vienna Convention on the Law of Treaties

A treaty may be amended by agreement between the parties. The rules laid down in Part II [Conclusion and entry into force of treaties] apply to such an agreement **except insofar as the treaty may otherwise provide** [Article 39 VCLT].

**Unless the treaty otherwise provides**, the amendment of multilateral treaties shall be governed by the following paragraphs [Article 40 (1)].

Council of Europe treaty practice confirms that the **rules of international treaty law** concerning amendments are **flexible** and that **states have the freedom** to adapt these rules to new circumstances, as long as some basic principles of *jus cogens* are not violated [J. Polakiewicz, Treaty-making in the Council of Europe ].

## COTIF 1999 Legal Framework (1/2)

### Different speed procedures

General Assembly (GA)	Revision Committee (RC)	RID Committee of Experts (RID)	Committee of Technical Experts (CTE)
COTIF except Article 9 and 27 §§ 2 to 5	COTIF Article 9 and 27 §§ 2 to 5		
CIV/CIM/CUV/CUI/APTU/ATMF (specific articles)	CIV/CIM/CUV/CUI/APTU/ATMF (specific articles)	RID	Annexes to the APTU/UTPs
Other provisions of Appendices if decided that modifications under consideration are <b>closely linked</b> with them	<b>1/3 of the MSs</b> represented on the Committee may require proposals to be submitted to <b>GA</b> for decision		



## Different speed procedures

GA	RC	RID	CTE
<p><b>Enter into force</b> for all MSs (*) 12 months after approval by:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2/3 MSs (COTIF)</li> <li>- 1/2 MSs (Appendices)</li> </ul>	<p><b>Enter into force</b> for all MSs (*) on the first day of the <b>twelfth month</b> following the notification</p>	<p><b>Enter into force</b> for all MSs (*) on the first day of the <b>sixth month</b> following the notification</p>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Right of <b>declaration of non-approval</b> of modifications before entry into force. The application of the Appendix in question is suspended in so far as concerns traffic with and between those MSs. Under prescribed conditions membership will be terminated.</li> </ul>	<p><b>Right of Objection</b> during four months from the day of the notification. The application of the Appendix (or validated technical standard or adopted UTP) in question is suspended in so far as concerns traffic with and between those MSs</p>		
	<p>Objections by 1/4 of MSs: <b>no entry into force</b></p>		

- Except those MSs which made a declaration of non-approval or objected to the modification, or made a declaration pursuant to Article 42 § 1

## Division of competence – General Assembly and Revision Committee

Articles reserved for the General Assembly according to Art. 33 of COTIF (core substance)

In general: scope of application, liability, assertion of rights, ... are subject matters of substantial importance and as such they are usually, in many Member States, governed at legislative level; therefore the competence of the General Assembly is justified. Other provisions can be modified by the Revision Committee in its own competence. [Articles listed in Art. 33 COTIF for each Appendix. What about new Articles?]

With a view to some examples regarding previous revisions, is such a division of competences justified?

**24th Revision Committee (2009):** substantial change to the COTIF system of technical approval of railway material to adapt it to the EU Interoperability directive (in particular UTPs, ECM, interaction between EU law and ATMF - Art. 3a ATMF), without any change to Articles reserved for the competence of the GA

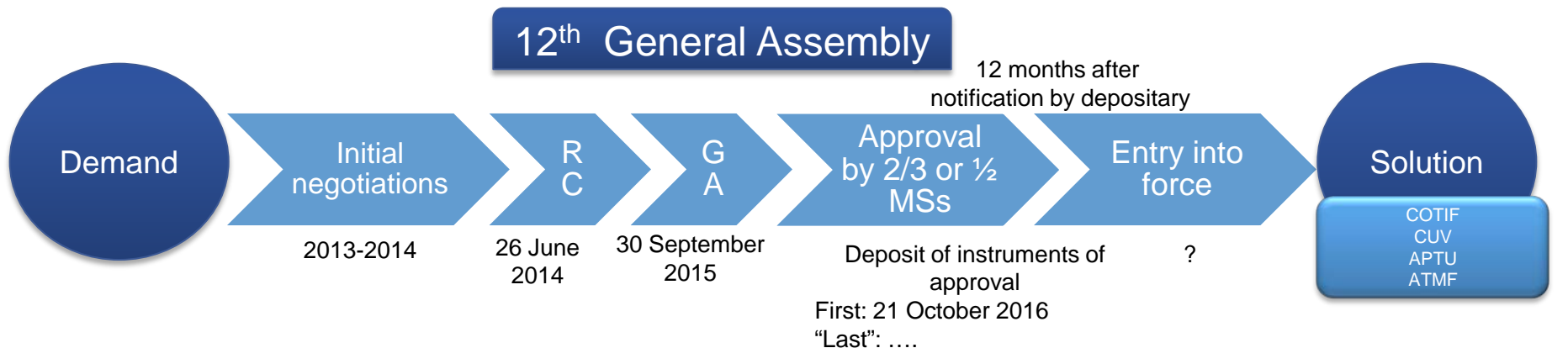
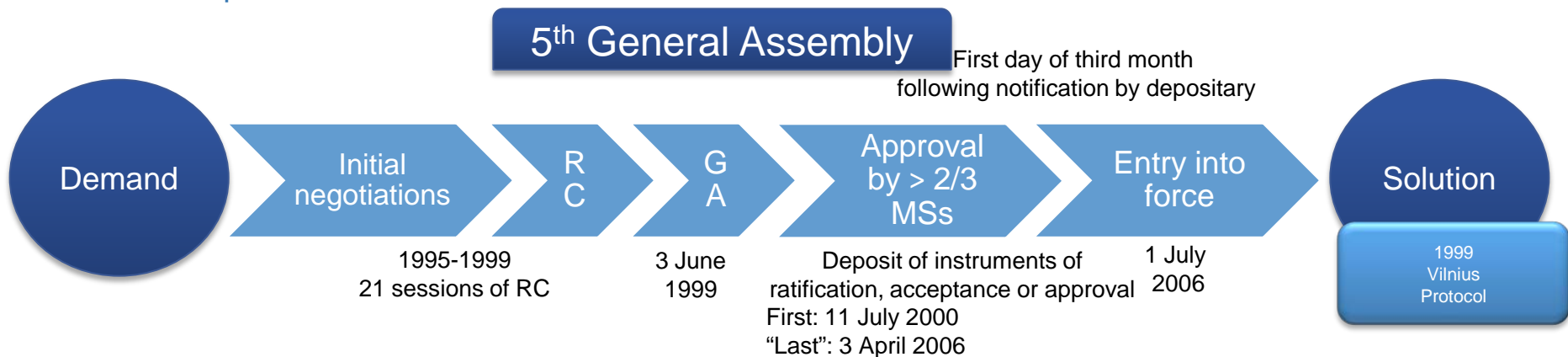
**25th Revision Committee (2014):** substantial changes regarding ATMF (amendment to inter alia registers, maintenance, new Article on train composition and operation); deletion « other railway material » in Articles within the RC's own competence

**12th General Assembly (2015):** is the deletion of “other railway material” in Articles within the GA's competence a substantial change?

Does the new Art. 1a CUV (Areas governed) constitute a substantial change?

## Current time frame for amending COTIF (1/2)

### Classical procedure

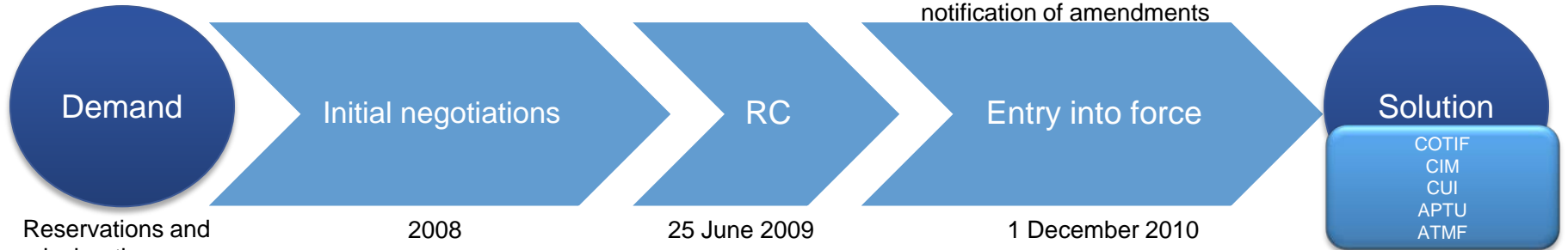




# Current time frame for amending COTIF (2/2)

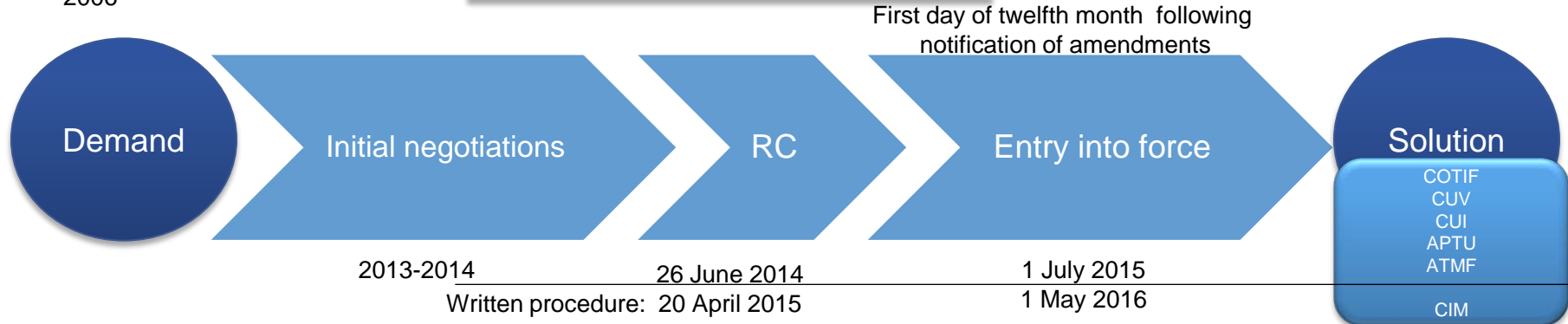
## Simplified procedure

### 24<sup>th</sup> Revision Committee



Withdrawal of reservations and declarations on CUI: 2011-... (GB) APTU, ATMF: 2011-2016

### 25<sup>th</sup> Revision Committee



1 July 2015  
1 May 2016

# Next steps – schedule

SG's Working group – Revision Committee – General Assembly

- 27.10.2017** – Calling notice incl. provisional agenda and other documents for the next session of the Revision Committee
- 19.12.2017** – deadline for additional items on the agenda of the RC  
deadline for positions
- 27.02.-01.03.2018** – **26th session of the Revision Committee**
- September 2018** – **13th General Assembly**



Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires  
Zwischenstaatliche Organisation für den internationalen Eisenbahnverkehr  
Intergovernmental Organisation for International Carriage by Rail

Gryphenhübeliweg 30  
CH - 3006 Berne  
[www.OTIF.org](http://www.OTIF.org)